

La Grande-Bretagne et le conflit du Karabakh



"Pour l'Azerbaïdjan le conflit du Karabakh est une question d'ambition, pour les Arméniens du Karabakh, c'est une question de vie ou de mort", a déclaré **Stephen Pound**, député Travailleiste, concernant le conflit entre le Haut-Karabakh et l'Azerbaïdjan lors du débat sur la politique du Royaume-Uni à la Chambre des communes britannique.

"Il est difficile de comprendre et presque impossible d'apprécier la pleine étendue et l'horreur de la guerre qui a fait rage au Haut-Karabakh entre Février 1988 et Mai 1994.

En 1994, il a été reconnu que c'était un conflit gelé. Le groupe de Minsk travaille dur pour faire avancer les choses. Malheureusement les problèmes le long de la ligne de contact ne se sont pas calmés. Vingt soldats ont été tués le long de la ligne de cessez-le-feu en 2013, malgré l'existence de la trêve. Il y a eu près de 200 violations du cessez-le-feu entre le 2 et le 8 Février de cette année. Les violations se font par des tirs à travers la frontière, y compris par des tireurs d'élite, avec quelques fois des incidents plus violents. La ligne de contact est poreuse et est soumise à une pression accrue.

Je pense que nous avons un rôle crucial à jouer. Le commerce entre le Royaume-Uni et l'Arménie n'est pas énorme. Moins de 10 entreprises britanniques sont actives en Arménie. Nous avons aidé l'Arménie à hauteur de 882.000£ l'année dernière. Je rends honneur à nos ambassadeurs à Erevan, Kathy Leach et Jonathan Aves, qui travaillent dur pour faire progresser les intérêts commerciaux britanniques dans la région. Toutefois, nous pourrions faire beaucoup plus. En revanche, l'aide apportée à l'Azerbaïdjan s'élève à 1.335.000£ pour la même période, et nous avons des liens commerciaux très étroits. Le Royaume-Uni est en fait le quinzième plus grand partenaire commercial de l'Azerbaïdjan, avec notamment BP qui joue un rôle majeur pour l'extraction du pétrole, son raffinage et sa commercialisation, qui ne peuvent être sous-estimés.

(...) Nous nous approchons de l'anniversaire du génocide arménien de 1915. S'il y a un moment où la Chambre pourrait se tourner vers l'Arménie pour la soutenir, avec amitié et solidarité, c'est maintenant.

A chaque fois que le génocide arménien a été examiné à la Chambre des communes, les députés ont choisi d'utiliser le terme "soi-disant génocide."

C'est une honte, parce que je pensais que s'il y a une chose sur laquelle la Chambre peut s'entendre c'est qu'un génocide dans les proportions les plus horribles a eu lieu en 1915 en Anatolie, dans les Vilayets arméniens c'est-à-dire en Arménie occidentale. C'était le

troisième et il a été particulièrement horrible. Ne serait-ce pas une bonne chose si nous apportions notre soutien, que nous prêtions main forte, et essayions de faire progresser les relations pour les commémorations de ce génocide épouvantable ?

Je ne suis pas ni Arménien ni Azéri. Je n'ai pas une goutte de sang dans mes veines de l'une ou l'autre de ces nations. Cependant, je ne peux m'empêcher de noter que même si une grande partie de ce dont nous avons parlé semble du passé, c'est un passé qui résonne encore.

Beaucoup de gens ne connaissent pas ce qui s'est produite le 18 Février 2004. Des militaires azerbaïdjanais et arméniens participaient à Budapest à une formation de l'OTAN sur l'activité de paix. Un officier azerbaïdjanais, Ramil Safarov, a décidé d'acheter une hache et a décapité un officier arménien dans son sommeil, Gurgen Markarian. 2004, ce n'est pas de l'histoire ancienne, c'est de l'histoire récente. À l'époque, le commissaire azerbaïdjanais des droits de l'homme a déclaré que Safarov doit devenir un exemple de patriotisme pour les jeunes azerbaïdjanais et le Parti National démocratique lui a décerné en 2005 la récompense comme l'Homme de l'année. Lorsque les Hongrois ont transféré Ramil Safarov dans son pays pour purger sa peine de prison, il a été gracié par le président Ilham Aliev, promu au grade de major et a perçu ses arriérés de salaire de huit ans et un logement. C'est brutal et récent. Mon sentiment est que l'on ne peut pas laisser ce genre d'émotions s'envenimer. Lorsque nous avons un sentiment d'animosité entre deux peuples qui pousse un militaire en formation à l'OTAN à décapiter un autre militaire, c'est quelque chose d'intensément ressenti et nous devons être en mesure de faire en sorte pour faire progresser et améliorer la situation.

Certes, le gouvernement britannique ne peut pas exiger des sanctions, mais ce que nous pouvons faire c'est de montrer notre préoccupation. Nous avons l'occasion de poser des jalons : dire que c'était une guerre horrible, sanglante et terrible, mais qu'elle est terminée depuis 20 ans. Laissez-nous enfin mettre fin à ce terrible conflit, et permettre aux deux nations de vivre en paix. Nous pouvons certes parler de droits de l'homme, mais qu'au moins nous parlions sans le bruit des coups de feu, sans l'odeur de cordite et sans le froid de la mort," a conclu le député travailliste.



Mark Simmonds, le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères et du Commonwealth, a ajouté : "Il va sans dire que la recherche d'une solution durable est indispensable pour réduire la souffrance ressentie dans la région. Je suis extrêmement reconnaissant pour le travail accompli pour nous sensibiliser à ce tragique conflit.

Le Royaume-Uni est préoccupé par la violation permanente du cessez-le-feu le long de la ligne de

contact, ainsi que le long de la frontière Arménie-Azerbaïdjan. Il y a un nombre croissant de rapports sur les violations du cessez-le-feu en Janvier et début Février, comme cela nous a été mentionné à juste titre. Nous sommes heureux que les présidents des deux pays se soient engagés à une trêve pendant les Jeux olympiques d'hiver. Quand les combats se poursuivent, il y a toujours un risque d'escalade, que ce soit volontaire ou non, et nous exhortons les deux parties à faire preuve de retenue et à éviter les provocations.

Nous demandons toujours à l'Arménie et à l'Azerbaïdjan de travailler avec le groupe de Minsk pour réduire les tensions et créer un environnement propice à un règlement pacifique et durable."